

Fiche

En 1929, le monde est ébranlé par une crise économique et sociale sans précédent. Cyclique et structurelle, elle remet en cause une économie fondée sur le crédit et la spéculation. Ses conséquences économiques et sociales marquent durablement la plupart des États. Ses conséquences politiques sont diverses : dans certains pays la démocratie se maintient, alors que dans d'autres on assiste à la mise en place ou au renforcement d'États totalitaires, comme en Allemagne ou en Italie. La crise est donc un des éléments de déstabilisation de l'ordre international à la veille de la Seconde Guerre mondiale.

I. Les causes de la crise de 1929

La crise de 1929 est liée à des déséquilibres économiques profonds. Au lendemain de la Première Guerre mondiale, l'endettement des États européens ayant participé au conflit conduit ces derniers à suspendre la convertibilité de leur monnaie en or. Seuls les États-Unis, qui possèdent désormais 40 % du stock d'or mondial, conservent ce principe. Il faut attendre 1922 et la conférence de Gênes pour que la convertibilité soit peu à peu rétablie. Après la crise inflationniste de 1923, l'Allemagne crée une nouvelle monnaie : le Reichsmark. La fragile reprise économique que l'on observe en Allemagne depuis 1925 est encore récente lorsque survient la crise de 1929.

Or, la reprise économique amorcée en 1925 est surtout liée à la spéculation : en investissant dans les actions, les acteurs financiers anticipent une hausse continue de la production liée à une consommation de masse. Cette spirale vertueuse permet de relancer la consommation et de soutenir le plein-emploi. Rapidement, les cours de la Bourse augmentent (+ 89 % entre 1927 et 1929) sans lien réel avec la production industrielle (+ 13 % sur la même période). Profitant de cette manne, de nombreux petits épargnants investissent en Bourse et financent ainsi leurs crédits immobiliers sur des valeurs très risquées.

Le jeudi 24 octobre 1929, la Bourse de New York s'enflamme et s'effondre : c'est le « jeudi noir ». Des millions de titres sont mis en vente, mais la plupart ne trouvent pas d'acheteurs, ce qui a pour effet de leur faire perdre une part importante de leur valeur. De nombreux actionnaires sont ruinés et ne peuvent plus rembourser leurs crédits. Malgré l'intervention des grandes banques qui réussissent à endiguer la chute, la crise s'installe de manière durable et prend la forme d'une dépression, c'est-à-dire d'une récession durable.

 [Exercice n°1](#)

II. D'une crise américaine à une crise mondiale

À la suite du krach boursier, les banques sont durement frappées. Elles sont contraintes de réduire leurs crédits aux entreprises et aux particuliers : 23 000 entreprises font faillite aux États-Unis en 1929. La demande chute brusquement, faute d'acheteurs, ce qui conduit les entreprises à une surproduction. Ces faillites et cette baisse de la production conduisent à des licenciements massifs.

Dans le même temps, la crise se diffuse dans le monde. Dès la fin de l'année 1929, les banques américaines rapatrient leurs fonds placés en Europe, ce qui conduit à des faillites bancaires, particulièrement en Allemagne et en Autriche : la Kreditanstalt de Vienne fait faillite le 11 mai 1931. Le même phénomène a lieu en Amérique latine. La restriction du commerce mondial frappe de plein fouet les pays exportateurs de matières premières et de produits manufacturés, faute de débouchés. Le Japon est particulièrement touché et voit la valeur de ses exportations chuter de moitié entre 1929 et 1932.

Les différents États ne sont pas touchés de la même manière : la crise dépend de leurs liens économiques avec les États-Unis, ou du degré de financiarisation de leur économie et de leur lien avec le commerce mondial. Ainsi, l'Autriche et l'Allemagne sont touchées dès 1930, alors que la France et la Grande-Bretagne le sont plutôt en 1931 et de manière plus limitée, car elles étaient moins dépendantes des États-Unis.

 [Exercice n°2](#)

 [Exercice n°3](#)

 [Exercice n°4](#)

 [Exercice n°1](#)

III. Les conséquences sociales de la crise

La crise conduit à un chômage massif dans les pays touchés. Aux États-Unis, on passe de 3 % de chômeurs en 1929 à 32 % en 1932, soit un actif sur cinq. En Allemagne et en Grande-Bretagne, un actif sur dix est sans emploi, soit respectivement 2,8 et 5,5 millions de chômeurs en 1933. La France est moins touchée et plus tardivement, compte tenu de sa plus faible dépendance aux marchés financiers internationaux et au commerce mondial. Les aides publiques sont peu nombreuses et un grand nombre de personnes ont pour seul

recours les aides fournies par les œuvres caritatives.

Cette crise sociale devient également politique, les populations frappées par la crise se tournant souvent vers des partis d'extrême droite ou d'extrême gauche. En Allemagne, l'arrivée au pouvoir des nazis s'opère dans ce contexte. Les partis communistes accroissent leur audience, convaincus que la dépression économique marque la « crise finale du capitalisme » annoncée par Lénine. Cette situation est décrite par de nombreux écrivains, comme John Steinbeck qui, dans *Les Raisins de la colère*, montre la ruine des petits agriculteurs américains frappés par la baisse des prix.

Les premières réponses fournies par les gouvernements s'avèrent inadaptées. Il s'agit généralement de politiques basées sur la déflation : baisser les salaires pour réduire les charges pesant sur les entreprises et donc, à terme, provoquer une baisse des prix pour relancer la consommation ; et baisser par ailleurs les taux d'intérêt pour élargir l'accès au crédit. Aux États-Unis, le président Hoover met en œuvre une politique de ce type : c'est un échec. La France et la Grande-Bretagne tentent également de recentrer leur économie sur leur empire colonial. Dans le monde, les barrières douanières tendent à s'élever, dans le cadre du retour à un certain protectionnisme.

L'économiste britannique John Maynard Keynes réfute les thèses déflationnistes. Il prône une intervention temporaire de l'État dans la vie économique qui est fondée sur trois axes :

1. la relance de la consommation par l'aide aux ménages les plus modestes et une augmentation des impôts pour les plus riches ;
2. la stimulation de l'investissement par une politique de grands travaux financés par l'État, au risque d'un déficit budgétaire, comblé une fois la relance assurée ;
3. l'injection de monnaie dans l'économie, au risque d'une inflation contrôlée.

C'est une solution de ce type qui est mise en œuvre par le président des États-Unis Franklin Delano Roosevelt à partir de 1933, avec la politique du *New Deal*. Dans les autres pays, un divorce s'opère entre ceux qui, plus ou moins tard, mettent en œuvre les solutions keynésiennes et ceux qui ont recours à une économie étatisée dans un régime de type totalitaire souvent fondée sur des programmes d'armement, comme en Allemagne ou en URSS.

 [Exercice n°5](#)

 [Exercice n°6](#)

Zoom sur...

Le *New Deal* (1933)

En 1933, Roosevelt est élu à la présidence des États-Unis. Afin de remédier à la dépression et au chômage de masse, il se tourne vers des solutions d'inspiration keynésienne et liées à une vision globale de la situation. Il nomme cette politique le *New Deal* (« nouvelle donne »), de manière à montrer sa volonté de transformation structurelle de l'économie du pays. En 1934, il dévalue le dollar pour alléger l'endettement et favoriser les exportations. Des aides sont fournies aux agriculteurs et, dès le 16 juin 1933, le National Industrial Recovery Act associe État et entreprises afin que celles-ci coordonnent leurs efforts dans chaque branche industrielle. Pour lutter contre le chômage, Roosevelt entreprend une politique de grands travaux, comme l'aménagement de la vallée du Tennessee, coordonné par la Tennessee Valley Authority. En 1935, la première assurance chômage, vieillesse et invalidité est créée par le Social Security Act. Cette politique de redistribution est alors nouvelle aux États-Unis. L'ensemble de ces réformes ne remet pas en cause la structure libérale de l'économie, le rôle de l'État étant celui d'un régulateur et non d'un planificateur. Malgré une diminution du chômage, qui reste à 19 % en 1939, la production industrielle n'atteint pas, cette même année, ses chiffres antérieurs à 1929. Roosevelt a toutefois restauré la confiance ; l'appareil productif du pays reste intact et il a été capable de soutenir un effort de guerre sans précédent dès 1941.

Juin 1936 : les accords de Matignon

En vue des élections législatives de mai et juin 1936, en France, la gauche constitue un front uni. Staline ayant ordonné au Parti communiste français de collaborer avec les autres partis de gauche, un Front populaire se constitue, regroupant communistes (PCF), socialistes (SFIO) et radicaux. Une fois les élections gagnées, Léon Blum devient chef du gouvernement. Dès la victoire, les syndicats, dont la CGT, lancent une vague de grèves demandant des mesures sociales rapides et efficaces. Le 7 juin, les négociations aboutissent aux accords de Matignon. Ces accords réglementent les relations au sein des entreprises en donnant une existence légale aux délégués du personnel et en créant les conventions collectives. Les accords prévoient également des augmentations de salaire allant de 7 % pour les plus élevés jusqu'à 15 % pour les revenus les plus modestes. Les droits syndicaux sont réaffirmés et l'on rappelle qu'un employé ne peut être sanctionné pour avoir fait grève. Les lois des 11 et 12 juin 1936, qui entérinent ces accords, y ajoutent des dispositions non évoquées à Matignon mais présentes dans le programme du Front populaire : la réduction du temps de travail à 40 heures hebdomadaires et la création de quinze jours de congés payés. Or, si l'augmentation des salaires devait permettre la reprise économique, l'application de la semaine des 40 heures a provoqué un arrêt brutal de la reprise.